

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Strasbourg, le 20 septembre 2019

Unité Départementale du Bas-Rhin
Équipe Nord

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
Actualisation des prescriptions associées à l'autorisation
d'exploiter**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Gaz Liquéfiés Industries à Bischwiller – Mise à jour des prescriptions d'exploitation.

- 1. Evolution des activités sur le site d'exploitation**
- 2. Impact sur les enjeux – Risques accidentels**
- 3. Propositions de l'inspection**

Rédigé par :

1. 1. Evolution des activités sur le site d'exploitation

1-1 Situation administrative

La société Gaz Liquéfiés Industries (GLI) exploite à Bischwiller une usine depuis 1950.

Établissement spécialisé dans le domaine de la chaudronnerie industrielle, il assure la fabrication et la commercialisation de réservoirs de gaz de pétrole liquéfié et de bouteilles de gaz de différentes tailles (13 kg, 35 kg...) Il assure également la réparation, la rénovation de réservoirs GPL, de casiers métalliques et de bouteilles GPL.

Son exploitation est encadrée par un arrêté préfectoral du 18 juillet 1997. En 2017, l'exploitant informait l'inspection de plusieurs modifications sur son site :

- installation d'un mélangeur de gaz pour les process à partir d'un réservoir d'argon réfrigéré de 3,3 m³ pour le mélange de CO₂, d'hydrogène et d'oxygène,
- unité de récupération de gaz GPL des bouteilles de gaz avant réparation,
- mise en place d'une torche de sécurité pour récupérer les gaz contenus dans les réservoirs avant réparation,
- unité de récupération des eaux de lavage des réservoirs avant réparation.

1-2 Evolution de la réglementation et des activités

Depuis, les évolutions réglementaires (nomenclature des ICPE, volume des activités et textes sectoriels notamment (cf. article 1,9,1 du projet d'arrêté) et les évolutions techniques et d'exploitation nécessitent d'actualiser les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

1-2-1 - Les activités suivantes ont évolué en termes de volume d'activités :

- Pour le travail mécanique (rub. 2560), la puissance installée des machines est de 1 100 kW au lieu de 900 kW. Cette activité soumise à autorisation initialement à partir de 500 kW est aujourd'hui soumise à enregistrement pour une puissance de 1 000 kW.
- Pour les activités de nettoyage et dégraissage (rub 2563), le volume de l'activité est passé de 7 800 l à 10 000 litres - activité soumise à enregistrement sans changement.
- Pour les applications de peinture (rub 2940) soumises à autorisation initialement, l'exploitant met en œuvre des produits à base de liquides inflammables qui est une demande des clients et des produits à base de poudres. Ainsi, l'application « peintures poudres » a pris une part plus importante (850 à 1 200 kg/j) que l'application avec des produits liquides.

1-2-2 - La nomenclature des ICPE a été modifiée. Aussi certaines activités exercées sur le site sont rangées dans de nouvelles rubriques 4000 : rubrique 4718 pour le gaz liquéfié et rubrique 4725 pour l'oxygène.

2. Impact sur les enjeux – Risques accidentels

L'actualisation de l'arrêté d'exploitation est nécessaire pour prévenir des risques chroniques et accidentels par rapport aux enjeux présents :

- une nappe phréatique,
- une urbanisation croissante aux abords du site

Dans ce cadre :

- des mesures techniques sont nécessaires pour réduire au minimum et de manière pérenne les odeurs de mercaptans ressenties par le voisinage (cf article 3,5,1,1 du projet d'arrêté). Un suivi rigoureux des rejets à l'atmosphère des process (four de recuit, four de décapage, unité de métallisation, application de peintures et polymérisation ...) est également prescrit en s'appuyant sur des référentiels réglementaires plus récents (cf. article 1,9,1 du projet d'arrêté).
- des mesures de surveillance de la nappe sont prévues,
- la zone de stockage des bouteilles de gaz vidées de leur liquide en vue de leur réparation ou de leur remise en état mérite une analyse des risques. Cette analyse pourra déboucher sur la mise en œuvre de mesures complémentaires techniques et/ou organisationnelles pour réduire le risque au minimum dans cette zone de stockage (cf. article 7,1,3 du projet d'arrêté).

Dans le cadre de son information annuelle au préfet, l'exploitant dresse un bilan des rejets.

2-1 Émissions à l'atmosphère - Odeurs de mercaptans

Le dernier bilan triennal réalisé sur les rejets à l'atmosphère ne relève pas de dépassement sur les 20 points de rejets de l'usine à l'exception de l'unité de métallisation où une concentration en zinc est mesurée à 6,4 mg/Nm³ au lieu de 5 mg/Nm³ ; ce dépassement est imputable à un colmatage d'un filtre. Des mesures correctives sont mises en œuvre à l'issue des contrôles.

Concernant les odeurs de mercaptans ressenties par des riverains, l'exploitant a mis en place un dispositif de traitement des rejets gazeux par charbon actif. Depuis cette mise en œuvre, l'exploitant n'est plus destinataire de plaintes des riverains.

2-2 Consommation d'eau

L'eau est prélevée sur le réseau communal et sur la nappe phréatique présente à 3 mètres de profondeur; la consommation annuelle est de l'ordre de 10 000 m³/an.

2-3 Rejets des eaux usées

Une convention de rejet est signée avec la commune de Bischwiller. Les eaux rejetées sont constituées d'eaux sanitaires, des eaux pluviales et des eaux de process (purges chaudières et refroidissement).

2-4 Surveillance de la nappe phréatique et sols

Le projet d'arrêté prévoit un contrôle semestriel (hautes et basses eaux). Le bilan dressé en septembre 2017 par l'hydrogéologue observe l'importance du pompage du puits de captage des eaux sur les écoulements de la nappe au niveau du site. Ainsi, des pollutions extérieures au site peuvent être ramenées vers le puits de captage.

Parallèlement à cette surveillance, des sondages des sols au niveau du parc de stockage des réservoirs ont révélé principalement, lors des investigations réalisées en 2017, des teneurs en fer importantes et ponctuellement des traces de cadmium, de cuivre, de mercure de plomb et de zinc. En définitive, des actions complémentaires pourraient être afin d'identifier et caractériser les sources de pollution avant la mise en œuvre de traitements appropriés.

2-5 Risques accidentels

L'exploitant a sollicité un organisme extérieur pour étudier les risques dans la zone de stockages des bouteilles avant réparation. Un bilan est attendu fin 2019.

Le projet d'arrêté prévoit à l'article 7.4.1 la réalisation d'une étude de dangers compte tenu des risques générés par les activités du site (traitements thermiques des métaux, application de peintures, dégazage de bouteilles et de réservoirs de gaz et entreposage de ces derniers sur le site, stockage de GPL..).

3. Propositions de l'inspection

Le projet de prescriptions, annexé au présent rapport, actualise les prescriptions de l'arrêté du 18 juillet 1997 et formalise les propositions de l'inspection présentées ci-avant.

Le tableau des activités classées est également mis à jour compte tenu des évolutions des activités d'une part et de la création des rubriques 4000 - substances « Seveso 3 » d'autre part.